

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant – CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 12 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Aperam Stainless France

4 Place des Forges
71130 Gueugnon

Références : LW/LW/2023/M_207
Code AIOT : 0005401144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement Aperam Stainless France implanté 4 Place des Forges 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'un exercice PPI (plan particulier d'intervention) organisé par le bureau de la sécurité civile et de la défense (BSCD) de la préfecture de Saône-et-Loire en application de l'article R. 741-32 du code de la sécurité intérieure. Elle avait pour objectif d'observer principalement la première partie de l'exercice, la survenue de l'incident et le déclenchement du plan d'opération interne (POI) de l'exploitant.

1-1) Cadre de l'exercice déterminé par le BSCD

Type :

Accident industriel nécessitant la mise en oeuvre du plan opérationnel interne (POI) puis du plan particulier d'intervention (PPI).

Durée :

Environ 3 heures.

Scénario :

Le dossier d'exercice ne révélait pas le scénario retenu. Lors de la première réunion préparatoire, il avait été évoqué une dispersion de vapeur d'HCl suite à un incident sur l'une des vannes d'un des réservoirs de stockage.

Objectifs visés par le BSCD :

Cet exercice doit permettre d'éprouver :

- la chaîne d'alerte interne à l'exploitant, et la mise en œuvre de la sirène ;
- le comportement des salariés de l'entreprise et le respect des consignes d'intervention et d'évacuation ;
- la mise en œuvre du POI (plan d'opération interne) de l'exploitant et l'interface avec le PPI révisé en 2023, avec agrandissement notable de son périmètre d'application ;
- pour le SDIS, de tester :
 - les remontées d'informations du PC SDIS avec le COD (centre opérationnel départemental) et le PCO (poste de commandement opérationnel) ;
 - la coordination des moyens du SDIS avec ceux de l'exploitant sur le terrain en vue de maîtriser le sinistre et de définir, en liaison avec la DREAL et l'exploitant, la bonne stratégie à soumettre au DO (directeur des opérations) pour protéger la population ;
- pour la gendarmerie :
 - de tester la mise en œuvre du plan de bouclage du périmètre du PPI (plan particulier d'intervention) sans blocage réel de la circulation des voies d'accès au site ;
- pour la préfecture :
 - de tester en réel de l'outil Fr Alert (outil d'alerte par la téléphonie mobile) dans le périmètre d'application du PPI en complément de la sirène PPI du site ; cet essai impliquera un test de mise en œuvre de la cellule d'information du public. La rapidité de mobilisation des volontaires sera mesurée ; ils ne sont pas prévenus de la date de l'exercice. Les éléments nécessaires pour les joueurs ont été préparés sur le portail FR Alert ;
 - de gérer la main courante, l'outil de cartographie Synapse et de Synergi2 (système numérique d'échange, de remontée et de gestion des informations) pour le BSCD ;
 - de produire des communiqués de presse et des messages sur les réseaux sociaux précédés de la mention « Exercice ». Une pression médiatique sera exercée pour tester l'équipe du BCIRET (bureau de la communication interministérielle et de la représentation de l'État)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aperam Stainless France
- 4 Place des Forges 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005401144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Aperam Stainless France, producteur d'acier inoxydable, dont le siège social est situé 6 rue André Campra à Saint-Denis (93), exploite sur le territoire de la commune de Gueugnon une tôleterie d'acier inoxydable spécialisée dans les activités de laminage et de traitement par recuit brillant.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 d'autorisation d'exploiter une tôleterie industrielle d'une capacité maximale de 450 000 tonnes par an.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. D'autre part, un plan de prévention des risques technologiques (PPRT), visant à réglementer l'urbanisation autour du site, a été signé le 21 juin 2011.

L'activité de travail des métaux relève par ailleurs de l'application de la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles transposée en droit français.

Enfin, le site entre depuis 2021 dans le champ d'application du plan national d'allocation des quotas de CO2 (phase IV du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne – période 2021-2030).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en oeuvre du plan d'opération interne (POI) avant le déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI).

Cette visite d'inspection ne vise pas à vérifier que le contenu du POI de l'exploitant est conforme à l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement mais bien uniquement à sa mise en œuvre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'opération interne (POI)	Code de l'environnement du 28/09/2023, article L. 515-41	/	Sans objet
2	Plan d'opération interne (POI)	Code de l'environnement du 28/09/2023, article R. 515-100	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a formulé des observations sur les aspects documentaires du plan d'organisation interne ainsi que sur sa mise en œuvre dans le cadre de l'exercice.